

Intervention de Marie Pierre Martin, présidente du Collectif 37 Notre santé en danger, en fin de manifestation du 18 septembre 25.

Les gouvernements et les premiers ministres se suivent, mais les politiques menées se ressemblent toutes depuis des années : l'austérité budgétaire, et notamment les coupes répétées de budget imposées au service public de santé. On connaît le résultat : plus de 34 000 lits hospitaliers fermés en 6 ans (2017/2023), les urgences saturées, les personnels épuisés. La France est passé de la 3^{ème} à la 23^{ème} place des pays de l'OCDE pour la mortalité infantile, la psychiatrie, la pédopsychiatrie sont abandonnée, près de 7 millions de personnes sont sans médecin traitant, et les dépassements d'honoraires explosent, comme les tarifs de nos mutuelles !

Notre sécurité sociale qui nous permet de nous soigner quels que soient nos moyens, notre système de santé, sont en train d'être détruits à grands coups de cadeaux aux entreprises : exonérations, aides, réductions d'impôts, subventions en tout genre, il y en a pour **270 milliards d'argent public par an**, comme le démontre la récente enquête de Matthieu Aron et Caroline Michel-Aguirre, titrée "Le Grand Détournement". Sanofy par exemple, a touché sur les 10 dernières années, 1 milliard d'€ de crédit impôt-recherche, alors même que des milliers d'emplois de chercheurs y sont supprimé.

Mais c'est encore et toujours nous qui sommes coupables : de tomber malades, de consommer trop de médicaments, d'avoir l'audace de bénéficier d'arrêts maladie, de souffrir d'affections de longue durée, comme les cancers, le diabète ou des maladies cardio-vasculaires, alors pour nous « responsabiliser », 5 milliards d'économie ont été annoncées sur la santé :

- Doublement des franchises médicales (jusqu'à 200€/an non remboursé)
- Limitation de la prise en charge des ALD
- Allongement du délai de carence pour les arrêts maladies jusqu'à 7 jours
- Suppression de la consultation de médecine du travail après un arrêt de longue durée
- Proposition d'une TVA « sociale » en fait un impôt injuste, qui exonère une fois de plus les entreprises
- Et l'hôpital, sommé de faire de nouvelles économies !!

Enfin, avant de partir, Bayrou n'a pas hésité à satisfaire les idées les plus rances de la droite et de l'extrême droite en promettant de réduire encore l'Aide Médicale d'État, l'AME, les migrants étant coupables de venir en France pour

faire de la balnéothérapie. Ce décret n'a finalement pas été promulgué, sans doute pour mieux réapparaître plus tard...

Nous nous opposons à l'ensemble de ces mesures et à cette austérité budgétaire ! Il faut imposer d'autres choix politiques, nous devons toutes et tous nous mobiliser pour défendre notre Sécu, dont nous fêterons bientôt les 80 ans, notre système de santé, nos hôpitaux publics, l'accès aux soins pour toutes et tous avec ou sans papiers.

Plus d'hosto, moins de chars d'assauts !